

UNE « ÉVACUATION » VERS UN AUTRE TERRITOIRE OCCUPÉ

Au cours de la dernière quinzaine de l'occupation de Kherson, des responsables installés par la Russie ont déclaré que des monuments et des reliques devaient être sauvés « même au prix d'une évacuation », et ceux qui emballaient le musée d'art ont dit au personnel qu'ils le protégeaient de l'armée ukrainienne. Plus de 10 000 œuvres sont parties pour un musée de la Crimée occupée et ne sont pas revenues. Trois affirmations, les faits, et ce que chacune concède. Les faits de l'enlèvement figurent dans le dossier du Hub sur les musées de Kherson ; cette vérification suit l'affirmation.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2022

10,223+

objets emportés du Musée régional
d'art de Kherson vers Simferopol,
31 oct. – 4 nov. 2022 **B**

Bureau du Procureur général (annoncé le 10
févr. 2026)

0

œuvres rendues à Kherson depuis
novembre 2022 **B**

Bureau du Procureur général ; HRW

4

institutions de Kherson pillées en
deux semaines — musée d'art,
musée régional, cathédrale,
archives **C**

Human Rights Watch, 20 déc. 2022

2

Notifications de soupçon
ukrainiennes ; sanctions de l'UE, de
la Suisse et des États-Unis contre
les responsables impliqués **B**

Bureau du Procureur général (2026) ; UE,
Suisse (juin 2023) ; États-Unis

L'ESSENTIEL

La destination répond à l'affirmation. Une évacuation protège un bien pour son propriétaire. La collection de Kherson est passée d'une ville occupée à un autre territoire occupé, sous la garde d'un musée géré par la Russie à Simferopol, et y est restée quatre ans (Bureau du Procureur général ; HRW).

Les responsables ont dit qui décidait. « Même au prix d'une évacuation » (Goubareva, 26 oct. 2022) place l'opération sous l'autorité de l'administration d'occupation — l'autorité que la Convention de La Haye de 1954 oblige à empêcher l'exportation de biens culturels.

Aucune menace ukrainienne n'était documentée. L'argument de la « protection contre l'armée ukrainienne » a été avancé au personnel pendant l'emballage de la collection ; aucune source n'a signalé de frappe ukrainienne sur le musée ni de pillage par les forces ukrainiennes.

Pour être juste. Déplacer des collections pour les mettre à l'abri est licite et courant en temps de guerre — l'Ukraine elle-même a évacué des fonds de musées en 2022. Le critère est le consentement du propriétaire et la restitution. Aucun des deux ne s'applique ici ; les sources du Hub sur l'enlèvement sont une affaire pénale ukrainienne en cours et les témoins anonymes de HRW.

LES 3 AFFIRMATIONS

Ekaterina Goubareva,
administration de Kherson
installée par la Russie · 26
oct. 2022

« [Il] doit être sauvé à tout prix, même au prix d'une évacuation. »

**L'enlèvement
présenté comme
une évacuation**

« Spécialistes de l'art »
russe au Musée d'art de
Kherson · 31 oct. – 4 nov.
2022 (au personnel)

« [Le but est de préserver la collection du] pillage ou de la destruction par les forces armées ukrainiennes. »

Non étayé

Volodymyr Saldo, chef de
l'administration de
Kherson installée par la
Russie · 26 oct. 2022

« [Les restes ont été transférés] en un lieu tenu secret à l'est du Dniepr. »

**Le secret, pas la
sauvegarde**

CE QUE NOUS DEMANDONS

Répondre à chaque affirmation d'« évacuation » par la destination et les quatre années sans restitution · vérifier la provenance des œuvres du sud de l'Ukraine sur le marché de l'art à l'aide du catalogue du HUR et de la base de données d'Interpol · aligner les sanctions sur les inscriptions de l'UE de 2023 · inscrire la restitution des biens culturels pillés dans tout texte de règlement · se reporter au dossier du Hub sur les musées de Kherson pour la chronologie.



QUI L'A DIT, OÙ ET À QUI

Où chaque affirmation a été formulée, par qui, comment les autres participants ont répondu et ce que les déclarations ont passé sous silence.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2022

LE CONTEXTE ET LE DOSSIER

Contexte	Les autorités installées par la Russie annoncent l'« évacuation » des habitants, des monuments et des reliques de la rive droite de Kherson avant le retrait russe (achevé le 11 nov. 2022)
Où l'affirmation a été faite	Déclarations de l'administration de Kherson installée par la Russie, 26 oct. 2022 (vice-cheffe Ekaterina Goubareva ; chef Volodymyr Saldo), rapportées par HRW ; déclarations de « spécialistes de l'art » russes et de la directrice nommée par la Russie au personnel du musée pendant l'enlèvement, 31 oct. – 4 nov. 2022 (HRW)
Source	Human Rights Watch, 20 déc. 2022 ; notifications de soupçon du Bureau du Procureur général (annoncées le 10 févr. 2026) ; registres des sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis (2023)
Ce qui s'est passé ensuite	Les forces ukrainiennes reviennent à Kherson (11 nov. 2022) et trouvent les salles du musée d'art vides · l'UE et la Suisse sanctionnent le directeur du musée de Simferopol qui détient les œuvres (juin 2023) · le Bureau du Procureur général désigne deux suspects (janv. – févr. 2026)
Statut de l'affirmation	Jamais retirée ; les œuvres restent à Simferopol

LES INTERVENANTS

Ekaterina Goubareva	Vice-cheffe de l'administration de Kherson installée par la Russie (2022)	A déclaré le 26 oct. 2022 qu'un monument « doit être sauvé à tout prix, même au prix d'une évacuation » ; a parlé de transférer des monuments vers « un entrepôt sûr »
Volodymyr Saldo	Chef de l'administration de Kherson installée par la Russie	A déclaré le 26 oct. 2022 que les restes de Potemkine avaient été transférés « en un lieu tenu secret à l'est du Dniepr »
« Spécialistes de l'art » russes et directrice du musée nommée par la Russie	Ont mené l'enlèvement au musée d'art	Ont dit au personnel que le but était de préserver la collection du « pillage ou de la destruction par les forces armées ukrainiennes » (HRW)

CE QU'ONT DIT LES AUTRES

Union européenne	A sanctionné le directeur du musée de Simferopol qui détient les œuvres de Kherson et la directrice de Kherson nommée par la Russie (2023).
Suisse	S'est alignée sur l'inscription par l'UE du directeur du musée de Simferopol (juin 2023).
États-Unis	A sanctionné la directrice de Kherson nommée par la Russie ; le Département d'État a indiqué qu'elle avait supervisé le vol d'environ 10 000 objets.
Human Rights Watch	A qualifié le pillage des musées, de la cathédrale et des archives de Kherson de crimes de guerre (20 déc. 2022).

CE QUE LES DÉCLARATIONS ONT PASSÉ SOUS SILENCE

- Où sont allées les œuvres : non pas dans un dépôt neutre ou un pays tiers, mais dans un musée d'État géré par la Russie en Crimée occupée (Bureau du Procureur général ; registre des sanctions de l'UE).
- Que l'enlèvement est allé bien au-delà de la protection : or scythe, vases grecs, documents d'archives et restes de Potemkine ont été emportés la même quinzaine (HRW).
- Qu'aucun inventaire ni reçu n'a été remis au personnel légitime du musée et qu'aucune restitution n'a été proposée (HRW ; Bureau du Procureur général).

COMMENT LE RÉCIT CIRCULE

Les médias d'État russes ont présenté ces enlèvements comme l'« évacuation » de biens culturels de Kherson, parallèlement à l'« évacuation » des civils annoncée pour la rive droite en octobre 2022. Le musée de Simferopol a présenté les œuvres comme placées en lieu sûr.

Sources : HRW, 20 déc. 2022 · Bureau du Procureur général via Ukrainska Pravda, 10 févr. 2026 · sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis via US Art News, 2023 · liste vérifiée de l'UNESCO, 29 sept. 2026 · Convention de La Haye de 1954 et Premier Protocole · Ukraine Evidence Hub, dossier sur les musées de Kherson · liste complète en page 6

VÉRIFICATION · HISTORIQUE
V1 · 24 OCT. 2026



page en ligne · journal
des corrections

AFFIRMATION, DOSSIER, CONCESSION

Chaque affirmation telle que formulée, avec la date, le lieu et un lien ; le dossier auquel elle se heurte, avec le niveau des éléments de preuve ; et ce qu'elle concède. Les mots entre crochets sont ceux du Hub.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2022

AFFIRMATION 1 · EKATERINA GOUBAREVA, ADMINISTRATION DE KHERSON INSTALLÉE PAR LA RUSSIE · 26 OCT. 2022

« [Il] doit être sauvé à tout prix, même au prix d'une évacuation. »

Human Rights Watch, 20 déc. 2022
www.hrw.org/news/2022/12/20/ukraine-russians-pillage-kherson-cultural-institutions

L'ENLÈVEMENT PRÉSENTÉ COMME UNE ÉVACUATION

Preuves **B** **C**

En quelques jours, plus de 10 223 objets ont quitté le Musée régional d'art de Kherson pour Simferopol (Procureur général, annoncé le 10 févr. 2026) ; Human Rights Watch qualifie les enlèvements dans deux musées, une cathédrale et des archives de pillage constitutif de crimes de guerre (HRW, 20 déc. 2022).

Ce que l'affirmation concède : Que l'administration d'occupation elle-même a décidé et annoncé l'enlèvement des biens culturels de Kherson.

AFFIRMATION 2 · « SPÉCIALISTES DE L'ART » RUSSES AU MUSÉE D'ART DE KHERSON · 31 OCT. - 4 NOV. 2022 (AU PERSONNEL)

« [Le but est de préserver la collection du] pillage ou de la destruction par les forces armées ukrainiennes. »

Human Rights Watch, 20 déc. 2022 (témoignages)
www.hrw.org/news/2022/12/20/ukraine-russians-pillage-kherson-cultural-institutions

NON ÉTAYÉ

Preuves **B** **C**

Aucune source ne fait état d'une frappe ukrainienne sur le musée ni d'un pillage par les forces ukrainiennes. Les œuvres ont été soustraites au contrôle de l'Ukraine et emportées au « Musée central de Tauride » à Simferopol (Procureur général) ; aucune n'a été restituée (HRW ; Bureau du Procureur général).

Ce que l'affirmation concède : Que l'enlèvement a été planifié et mené par des spécialistes envoyés à cet effet, et non un sauvetage improvisé.

AFFIRMATION 3 · VOLODYMYR SALDO, CHEF DE L'ADMINISTRATION DE KHERSON INSTALLÉE PAR LA RUSSIE · 26 OCT. 2022

« [Les restes ont été transférés] en un lieu tenu secret à l'est du Dniepr. »

Human Rights Watch, 20 déc. 2022
www.hrw.org/news/2022/12/20/ukraine-russians-pillage-kherson-cultural-institutions

LE SECRET, PAS LA SAUVEGARDE

Preuves **C**

Environ 50 soldats ont retiré les restes du prince Potemkine de la cathédrale Sainte-Catherine le 26 oct. 2022 (HRW). Un lieu tenu secret sous le contrôle de l'occupant est l'inverse de l'inventaire et de la notification que la Convention de La Haye de 1954 attend d'une puissance protectrice.

Ce que l'affirmation concède : Que les forces russes, sur ordre de l'administration, ont retiré des reliques d'un lieu de culte.

Sources : HRW, 20 déc. 2022 · Bureau du Procureur général via Ukrainska Pravda, 10 févr. 2026 · sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis via US Art News, 2023 · liste vérifiée de l'UNESCO, 29 sept. 2026 · Convention de La Haye de 1954 et Premier Protocole · Ukraine Evidence Hub, dossier sur les musées de Kherson · liste complète en page 6

VÉRIFICATION · HISTORIQUE
V1 · 24 OCT. 2026



page en ligne · journal
des corrections

CE QUE DIT LA RUSSIE, CE QUE MONTRENT LES FAITS

Chaque ligne confronte une déclaration russe à la constatation d'un organe mandaté ou, à défaut, d'une enquête indépendante. Le niveau de chaque source est indiqué.

LE DOSSIER			
QUESTION	CE QUE DIT LA RUSSIE	CE QUE MONTRENT LES FAITS	SOURCE
Les faits	Évacuation de biens culturels pour leur protection	Enlèvement de >10 223 objets du musée d'art et d'objets de trois autres institutions vers la Crimée occupée	Bureau du Procureur général (annoncé le 10 févr. 2026) ; HRW, 20 déc. 2022
Menace	Pillage ou bombardement ukrainien	Aucune frappe ukrainienne sur le musée ni aucun pillage par les forces ukrainiennes documenté	HRW ; Bureau du Procureur général
Destination	Entrepôt sûr	« Musée central de Tauride », Simferopol — un musée géré par la Russie en territoire occupé	Bureau du Procureur général ; registre des sanctions de l'UE
Restitution	Sous-entendue	Aucune en quatre ans ; à la place, des notifications de soupçon et des sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis	Bureau du Procureur général ; UE ; Suisse ; États-Unis

POUR ÊTRE JUSTE

Éloigner des collections des combats est licite, et l'Ukraine l'a fait aussi. Ce qui transforme un enlèvement en pillage, c'est qui décide, où vont les œuvres et si elles reviennent — le verdict du Hub repose sur ces trois faits, non sur le motif.

L'affaire du Procureur général en est au stade des notifications de soupçon et les témoins de HRW sont anonymes. L'enlèvement lui-même — nombres, dates, destination — n'est pas contesté par la Russie, qui le qualifie d'évacuation.

Sources : HRW, 20 déc. 2022 · Bureau du Procureur général via Ukrainska Pravda, 10 févr. 2026 · sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis via US Art News, 2023 · liste vérifiée de l'UNESCO, 29 sept. 2026 · Convention de La Haye de 1954 et Premier Protocole · Ukraine Evidence Hub, dossier sur les musées de Kherson · liste complète en page 6



ÉTABLI, TENDANCE, POSITION

Ce que les organes mandatés ont établi, ce que les faits révèlent comme tendance et ce qui relève d'une position — en les maintenant distincts. Viennent ensuite les éléments de langage et les questions à prévoir.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2022

LE DROIT

Convention de La Haye de 1954, art. 4(3) : les parties doivent interdire, prévenir et faire cesser tout acte de vol, de pillage ou de détournement de biens culturels.
Art. 5 : une puissance occupante doit appuyer les autorités nationales compétentes pour assurer leur sauvegarde.

Premier Protocole (1954), par. 1 et 3 : la puissance occupante doit empêcher l'exportation de biens culturels hors du territoire occupé et les restituer à la fin des hostilités. La Russie et l'Ukraine y sont toutes deux parties.

Règlement de La Haye de 1907, art. 47 et 56 : le pillage est formellement interdit ; toute saisie d'œuvres d'art est interdite et doit être poursuivie.

Statut de Rome, art. 8(2)(b)(xvi) : le pillage d'une ville ou d'une localité est un crime de guerre ; l'art. 438 du Code pénal ukrainien couvre le même comportement.

LINES TO TAKE

1. « Une évacuation protège un bien pour son propriétaire. La collection de Kherson est passée sous garde russe en Crimée occupée et y est restée quatre ans. »
2. « Ce sont les responsables russes eux-mêmes qui ont annoncé l'"évacuation". Cela nous dit qui a décidé. »
3. « Dix mille œuvres en cinq jours, deux camions, pas de reçu, pas de restitution. »
4. « La Convention de La Haye de 1954 oblige la Russie à empêcher précisément cette exportation — et à rendre les œuvres. »

QUESTIONS-RÉPONSES

« La Russie a sauvé l'art des bombardements. »

Aucune frappe sur le musée n'est documentée, ni avant ni après. Et une protection supposerait un inventaire, une notification au propriétaire et une restitution — rien de tout cela n'a eu lieu.

« L'Ukraine a elle aussi déplacé des collections de musées. »

Oui — ses propres collections, sous son propre contrôle, en vue de leur retour. Les œuvres de Kherson ont été emportées par la puissance occupante hors du contrôle de leur propriétaire.

« De toute façon, ce sont des tableaux russes. »

Ils appartiennent à un musée d'État ukrainien, quelle que soit la nationalité du peintre. C'est la propriété, et non l'origine, que protège la Convention de La Haye.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Répondre à chaque affirmation d'« évacuation » par la destination et les quatre années sans restitution · vérifier la provenance des œuvres du sud de l'Ukraine sur le marché de l'art à l'aide du catalogue du HUR et de la base de données d'Interpol · aligner les sanctions sur les inscriptions de l'UE de 2023 · inscrire la restitution des biens culturels pillés dans tout texte de règlement · se reporter au dossier du Hub sur les musées de Kherson pour la chronologie.

Sources : HRW, 20 déc. 2022 · Bureau du Procureur général via Ukrainska Pravda, 10 févr. 2026 · sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis via US Art News, 2023 · liste vérifiée de l'UNESCO, 29 sept. 2026 · Convention de La Haye de 1954 et Premier Protocole · Ukraine Evidence Hub, dossier sur les musées de Kherson · liste complète en page 6

VÉRIFICATION • HISTORIQUE
V1 • 24 OCT. 2026



page en ligne · journal
des corrections

D'OÙ VIENT CHAQUE LIGNE

Toutes les sources ont été vérifiées le 21 octobre 2026. Les déclarations russes sont présentées comme la position examinée, et non comme des éléments de preuve.

SOURCES		
Human Rights Watch	Ukraine: Russians Pillage Kherson Cultural Institutions, 20 déc. 2022 https://www.hrw.org/news/2022/12/20/ukraine-russians-pillage-kherson-cultural-institutions	C
Ukrainska Pravda (Bureau du Procureur général)	Plus de 10 000 objets volés au musée d'art de Kherson par les autorités soutenues par la Russie en 2022, deux suspects désignés, 10 févr. 2026 https://www.pravda.com.ua/eng/news/2026/02/10/8020362	B
US Art News	Le directeur d'un musée de Crimée sanctionné par l'UE et la Suisse, 2023 https://usaartnews.com/news/crimean-museum-director-sanctioned-by-eu-and-switzerland/	C
UNESCO	Sites culturels endommagés en Ukraine vérifiés par l'UNESCO (chiffres au 29 sept. 2026) https://www.unesco.org/en/ukraine-war/damaged-cultural-sites	A
The Moscow Times	Kherson Museum Art Collection Looted Ahead of Russian Retreat, 10 nov. 2022 https://themoscowtimes.com/2022/11/10/kherson-museum-art-collection-looted-ahead-of-russian-retreat-a79342	C
Artnet News	Les troupes russes pillent le musée de Kherson, nov. 2022 https://news.artnet.com/art-world/russian-troops-loot-kherson-museum-2209777	C
Kyiv Independent	Le musée d'art de Kherson, vidé, dans le désarroi après le vol de toute sa collection par la Russie https://kyivindependent.com/national/empty-kherson-art-museum-in-despair-after-entire-collection-stolen-by-russia	C
Renseignement militaire ukrainien (HUR)	Catalogue des biens culturels volés — objets du Musée d'art de Kherson https://war-sanctions.gur.gov.ua/en/stolen/objects/1772	B

MÉTHODE

Les affirmations sont tirées des déclarations de l'administration de Kherson installée par la Russie du 26 oct. 2022 et de ce que des spécialistes russes ont dit au personnel du musée pendant l'enlèvement, tel que consigné par Human Rights Watch ; les mots entre crochets sont ceux du Hub.

Chaque affirmation est vérifiée au regard des notifications de soupçon du Procureur général, de l'enquête de HRW, des registres des sanctions de l'UE, de la Suisse et des États-Unis, ainsi que du texte de la Convention de La Haye de 1954 et de son Premier Protocole. Aucun organe de l'ONU n'a formulé de constatation propre aux musées de Kherson ; le Hub le précise.

Les faits de l'enlèvement et la chronologie figurent dans le dossier du Hub sur les musées de Kherson et ne sont pas répétés ici.

Niveaux : **A** — organes mandatés par l'ONU, juridictions et organisations internationales (HCDH/HRMMU, Commission d'enquête, CPI, CEDH, AIEA, OSCE, OIAC, documents du Conseil de sécurité) ; **B** — organes officiels ukrainiens, avec la mention « selon l'Ukraine » ; **C** — enquêteurs et médias indépendants ; **RU** — déclarations officielles russes, la position examinée. Les niveaux ne sont jamais combinés dans un même chiffre.

Sources : voir le tableau ci-dessus

